

**Le plan de trois ans,
OU
LA SERIE
DE MYSTIFICATIONS
CONTINUE**

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale



Bulletin intérieur
Prix : 2 francs

par Jean MARCOUX

LE FRANC S'EFFONDRE !

La bourgeoisie agonisante hérite de plus en plus le camouflage de ses entreprises banqueroutières sous des slogans pris au mouvement ouvrier, qu'elle vide de leur véritable sens. Ainsi elle parle à tout propos de ses « nationalisations », de la « planification de l'économie », voire de son « socialisme ».

A présent le Gouvernement de Gaulle, dans lequel les agents des Trusts

détiennent, comme tout le monde le sait, les vrais leviers de commande (12 portefeuilles sur 22, y compris la présidence du Conseil) annonce sa décision de réaliser un « plan de trois ans pour la modernisation et l'équipement du pays ». Et la « grande » presse d'affirmer — que « tout comme en U. R. S. S. nous aurons, nous aussi un plan de production ».

Le dirigisme bourgeois ? ...

L'Etat bourgeois agissant en tant que représentant de la bourgeoisie dans son ensemble, s'efforce vainement de pallier à cette situation catastrophique en s'ingéniant ici à « contrôler » le crédit, en « nationalisant » quelques banques, là à se substituer à quelques monopoles en les « étatisant », ailleurs, en s'efforçant de « réglementer » les prix, etc. C'est ce que l'on appelle le « dirigisme » économique. Le « dirigisme » bourgeois a fait son chemin aussi bien en Allemagne fasciste et dans la France de Pétain que dans les pays « démocratiques » ; il est en effet, non seulement le signe le plus évident de la mort sans espoir du capitalisme libéral basé sur la libre concurrence, mais encore l'expression de l'agonie du capitalisme qui tente désespérément de maîtriser son propre chaos économique.

Le « dirigisme » a, entre autres ambitions, celle de réaliser des « plans » économiques s'échelonnant sur plusieurs années. Impressionnant par les succès des plans quinquennaux de l'U. R. S. S., l'Allemagne de Hitler essaya de mettre en chantier un « plan de 4 ans ». La faillite fut retentissante. Pourquoi ?

Parce que les interventions de l'Etat bourgeois dans l'économie ne peuvent en aucun cas s'attaquer aux bases mêmes du mal : les bases capitalistes du régime. Incomplètes et chaotiques ces régimes. Incomplètes et chaotiques, ces comptes à des mesures de concentration et de protection des trusts contre la petite et la moyenne industrie.

... ou un plan ouvrier de production

Aujourd'hui, en France, nous ne pouvons faire un pas dans ce sens qu'en exigeant que la C. G. T., qui groupe six millions de syndiqués, prenne l'initiative de l'élaboration d'un plan de production pour l'ensemble de l'économie française. L'élaboration comme la réalisation d'un tel plan se heurtera forcément à la résistance désespérée des monopoles. Pour briser cette résistance il faut que le plan soit mis en chantier à tous les échelons, avec la participation de tous les ouvriers de l'usine, du chantier, de la localité réunis en Comités techniques du plan. Seul un tel plan peut jeter les bases du redémarrage de l'industrie et du relèvement de l'agriculture, juguler le marché noir et impulser la réalisation d'un ensemble de mesures efficaces.

Tout autre plan, FAIT EN DEHORS DE L'INITIATIVE DES MASSES, NE PEUT ETRE QU'UN RAFISTOLAGE ILLUSOIRE D'UNE ECONOMIE DECREPITE ET IRREMEDIEABLEMENT PERDUE.

Or, ce n'est rien d'autre qu'un plan de « rafistolage », et de camouflage honteux, que nous annoncent à présent les héritiers des trusts. Pour mystifier complètement les masses, la presse prend le soin de nous dire que c'est sur l'initiative de Billoux, ministre de l'Economie Nationale et membre du Parti Communiste Français, que le cabinet De Gaulle a approuvé la création d'un « Conseil du Plan de 3 ans ». Certes, Billoux et ses collègues s'emploient avec une persévérance digne d'une meilleure cause, à jouer le rôle de garde-malade du régime. Mais les masses ne se tromperont pas sur le caractère véritable du fameux « plan » et du « Conseil » qui doit l'élaborer. Ce Conseil, nous dit-on, sera composé de 24 membres et va être présidé par De Gaulle ; il comptera 12 représentants administratifs (représentant 12 ministères) et 12 « techniciens ». Le projet du plan sera établi par un « Commissariat » dont la direction est dévolue à Jean Monnet, bien connu pour ses attaches avec les trusts américains. Jean Monnet a fait, en effet, sa carrière à la Blair Foreign Co., à la C^o Franco-Américaine pour l'électricité, avant d'accéder à la vice-présidence de la Transamerica Cor., à l'administration de l'Union des Mines et de Phosphates de Constantine, et d'être le fondé de pouvoir de Pierpont Morgan !

Un Commissariat du Plan dirigé par un agent des trusts entouré des techniciens syndarques néo-fascistes ; un conseil du plan dirigé par De Gaulle, des « techniciens » et autres valets éprouvés des ministères, voilà ce que l'on appelle du « neuf » et qui doit servir à protéger les trusts sinon à inciter les ouvriers à « produire toujours d'avantage » !

Que cette décision ait reçu le blaseage des ministres dits « communistes » et « socialistes », cela n'étonne plus.

Et pourtant, si des illusions ont pu exister dans les masses et même parmi les nationalistes de pacotille, comment « nos » ministres peuvent-ils imaginer que le PLAN des trusts soit de nature à inciter les ouvriers à lui sacrifier leurs énergies.

Nous n'avons pas la mémoire si courte. Nous nous souvenons que Pé-

taient communistes au moment de la débâcle hitlérienne suivent maintenant les chefs sociaux-démocrates, favorables à l'Amérique. De même les groupements hitlériens qui étaient à terre il y a 6 mois renaissent maintenant clandestinement.

La première condition pour dresser un PLAN de production EFFECTIF, c'est de tourner le dos aux solutions des bourgeois en faillite : il faut connaître les possibilités et les besoins réels du pays, il faut connaître l'état exact des stocks de matières premières, des moyens de transports publics ou privés, etc. ; il faut ouvrir les livres de comptes de tous les capitalistes et abolir le secret commercial, pour déterminer avec exactitude le prix de revient de chaque produit ; il faut pouvoir utiliser à fond certaines branches de l'industrie, ralentir, transformer ou fermer certaines autres ; réduire les types de certaines catégories de marchandises ; ce qui impose que l'on arrache le contrôle de l'économie aux monopoles ; enfin il faut pouvoir mobiliser le crédit là où il est nécessaire, ce qui suppose le contrôle effectif de l'ENSEMBLE du système bancaire. Aucun Etat bourgeois ne peut réaliser de telles mesures :

L'ABOLITION DU SECRET COMMERCIAL ET LE RECENSEMENT DES STOCKS.

L'EXPROPRIATION SANS INDEMNITE NI RACHAT DES INDUSTRIES-CLES.

L'EXPROPRIATION DES BANQUES ET LEUR FUSION EN UNE SEULE,

exigent en premier lieu l'appel au peuple, son intervention active et son contrôle permanent sur l'économie, à tous les échelons.

Le monde a dénoncé ces survivances vichystes. A présent on nous gratifie d'un SUPER-COMITE D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE, toujours au service des trusts.

Aussi, quand M. Jean Monnet demande aux journalistes de susciter à tout prix « une véritable mystique du plan », il reconnaît par là qu'il n'est plus aussi aisé de MYSTIFIER les masses. Et si elles se mettent à refuser de prendre des vessies pour des lanternes, ça ira mal pour les banquiers, pour les industriels et pour De Gaulle.

Les pays allemands du Rhin doivent regarder vers l'occident, déclarait De Gaulle au mois d'octobre dernier, au moment de son voyage en Allemagne de l'ouest. C'est cela la politique du gouvernement français : détacher la Rhénanie de l'Allemagne, la réunir au Bloc Occidental et surtout la faire exploiter par le capitalisme français. On espère avoir une bonne et docile vache laitière. Cette politique a été confirmée aussi par le refus du gouvernement français de donner son accord à une administration centrale de l'Allemagne. Le voyage récent de Alphanand à Moscou est encore en liaison avec ce problème.

La bourgeoisie française sera pourtant incapable d'exploiter la Rhénanie pour son propre compte ; l'Amérique s'y oppose et l'Angleterre fait remarquer que la Rhénanie se trouve dans SA zone d'occupation. De toute façon l'économie française, appauvrie et délabrée serait incapable d'assimiler la puissante industrie rhénane. Surtout les travailleurs allemands de cette région (16 millions d'habitants) n'accepteront pas d'être mis en coupe réglée par l'impérialisme français, d'autant plus odieux qu'il est faible et impuissant. Le pays, le peuple français ne profiterait en rien de la présence des troupes françaises en Rhénanie, ni d'une annexion masquée de la région.

La seule chose que pourra réussir De Gaulle ce sera de renforcer en France, grâce à sa politique allemande, le règne du sabre et du goupillon ; « il faut surveiller les Boches ; il faut être armés », nous dira-t-on. En même temps, pour pouvoir profiter tant soit peu de la province, le gouvernement français devra s'inféoder de plus en plus au capitalisme anglo-américain ; de plus en plus il pratiquera une politique antisoviétique et de bloc occidental.

Et pourtant le P. C. F. approuve l'orientation du gouvernement quant à l'Allemagne. « Les projets français qui ont rapport à la Ruhr sont

C'est maintenant une banalité de dire que la dévaluation, en dépit des serments que Plevin nous prodiguait il n'y a pas deux mois, existait en puissance depuis longtemps.

Et de fait le cours du franc n'était qu'une pure convention, ne tenant compte ni des immenses gaspillages de la guerre de nos maîtres capitalistes, ni des trois mille milliards de destruction, ni de l'incapacité des capitalistes à remettre en route l'appareil de production, ni de l'épuisement de la réserve d'or, ni de l'enflure énorme de la circulation du papier monnaie qui, depuis les modestes fonctions de Plevin, continue de se gonfler de 1 milliard par jour !

Monnaie de singe

Ce décalage entre la valeur convenue de la monnaie et sa valeur réelle — autrement dit l'inflation — vient de ce que l'Etat couvre les immenses dépenses improductives que sont la guerre, les frais d'occupation, l'entretien d'une bureaucratie et de forces de police imposantes, l'indemnisation des trusts déficitaires, aujourd'hui ses entreprises de brigandage colonial, etc... en émettant du papier-monnaie, en faisant donner la blanche à billet.

Conséquences : la masse monétaire s'accroît sans cesse, sa vitesse de circulation également, les dépôts diminuent. La garantie or se déprécie d'autant.

Le moment vient où l'intérêt des capitalistes et de l'Etat est de faire banqueroute, c'est-à-dire de déclarer, comme vient de le faire Plevin : « les billets que nous avons émis à 1.000 fr. ne valent plus que 400 fr. ». De ce fait, le stock d'or, du jour au lendemain, voit sa valeur en francs plus que doublée. La dévaluation est faite... et l'inflation continue jusqu'à la prochaine banqueroute.

Engraisser les riches

Inflation et dévaluation ont procuré de grands avantages aux industriels et aux banquiers. En effet :

1) La hausse plus rapide des prix que des salaires abaisse le salaire réel de l'ouvrier et accroît le profit de l'exploitateur.

2) L'industriel prélève les impôts directement dans le prix de vente mais paie le fisc en monnaie dépréciée.

3) Enfin l'industrie a pratiquement annulé ses charges d'intérêts et sa dette.

De plus, la dévaluation se traduit immédiatement par un bénéfice net du fait de l'augmentation massive de la valeur nominale des bons en nature, en particulier des installations industrielles, des stocks et des produits fabriqués.

Ces gigantesques bénéfices sont réalisés du fait d'une exploitation accrue des ouvriers et du fait de l'expropriation d'une grande partie des créanciers appartenant aux classes moyennes.

Le petit épargnant, le petit porteur de rentes, le propriétaire d'un livret de caisse d'épargne, se voit

dépoûllés du jour au lendemain de plus de la moitié de leur avoir. L'Etat, par une véritable escroquerie, a annulé sur leur dos sa dette intérieure. Une nouvelle couche de représentants des classes moyennes est à son tour jetée dans la misère ou prolétarisée, n'ayant plus d'autre solution que de vendre sa force de travail aux capitalistes.

De la même façon les salariés, dont l'immense masse est la source de toutes les richesses, voient leurs salaires précédemment avilis, amputés brusquement de moitié : l'heure de travail à 30 fr. reste bien comptée 30 francs, mais l'ouvrier reçoit en réalité pour 15 francs de papier.

La dévaluation, c'est la vie chère

Aucune importance, dira M. Plevin, si les prix n'augmentent pas. Admirable raisonnement !

De 1914 à nos jours le franc n'a jamais cessé de se déprécier. La hausse des prix fut constante du Franc Poincaré au Franc De Gaulle-Plevin, en passant par le « franc flottant » de Blum-Auriol.

Chaque dévaluation fut accompagnée de commentaires enthousiastes visant à faire croire que c'était la dernière, que l'inflation allait cesser, les prix se bloquer, etc... M. Plevin reste dans la meilleure tradition. Autant de mensonges !

Car depuis des mois, tandis que les salaires étaient bloqués, les prix ont dansé une sarabande si éfrénée que certains travailleurs ne peuvent même plus acheter les maigres attributions de leurs cartes de rationnement.

Or, la nouvelle dévaluation majeure automatiquement les importations de matières premières et l'outillage agricole.

Ainsi, le prix du charbon sera multiplié par SEPT, celui de l'acier par DEUX ET DEMI, celui du coton par TROIS, celui du blé et celui du sulfate de cuivre par DEUX.

Pour un grand nombre de produits qui jouent un rôle important dans l'économie, disent les *Nouvelles Economiques* du 21 décembre, la dévaluation comportera une hausse considérable, ce qui aboutira à « une violente poussée de la hausse des prix ».

Revendiquez... après

Le Monde du 26 décembre admet comme « inévitable cet ajustement », mais demande qu'en même temps « les salaires et les traitements soient tenus avec la plus grande fermeté ».

Et avec bonhomie, il ajoute : « N'oubliez pas de demander aux syndiqués de la faire comprendre à leurs adhérents... » Le Monde n'a pas confiance en ses propres moyens pour convaincre les travailleurs.

Non contents de nous prêcher les avantages des bas salaires et la grandeur du sacrifice, les Plevin et consorts veulent encore obtenir un bon rendement de l'ouvrier :

« Travaillez, travaillez... et les prix baisseront quand les produits repa-

raîtront sur le marché. »

Rien de plus faux. L'approvisionnement du marché aura pour effet d'extraire de leurs repaires les billets thésaurisés, surtout par les paysans. C'est alors que la masse énorme de la monnaie — même dévaluée — pèsera de tout son poids sur le marché et que les prix monteront en flèche.

La dévaluation, c'est les restrictions

En attendant que s'annonce le démarrage de l'économie, la dévaluation signifie dans l'immédiat de nouvelles restrictions !

« Le grand objectif de la dévaluation, nous a-t-on répété à satiété, c'est de permettre l'exportation. » Exporter, cela veut dire présente-

ment : 1° vendre moins cher que les concurrents, c'est-à-dire abaisser les salaires ;

2° réduire la consommation intérieure et « favoriser les exportations au détriment de notre reconstruction. (Franc-Tireur, 17 novembre). »

En effet « les pays acheteurs demandent des produits qui nous sont plus indispensables que ceux qu'ils peuvent offrir en échange. » (*Nouvelles Economiques*.)

Et, en fin de compte, ces sacrifices seront vains, car si la dépréciation monétaire peut jouer au début le rôle d'une prime à l'exportation, en fin de compte la hausse brutale des prix qu'elle entraînera éliminera la France du Marché mondial.

L'impasse capitaliste

Ainsi, quel que soient les remèdes employés, le vieux monde capitaliste étouffe dans ses contradictions.

Il s'avère totalement et définitivement incapable d'assurer le minimum vital à ceux dont il exploite le travail.

La classe ouvrière ne peut accepter d'être vouée à la famine et à la destruction physique par les banqueroutiers De Gaulle-Plevin. La dévaluation rend plus nécessaire que jamais l'Échelle mobile des salaires : calculée sur un indice déterminé par les Syndicats, garantissant automatiquement par exemple le maintien d'un pouvoir d'achat égal à celui de 1939.

Pour conjurer la catastrophe la classe ouvrière doit se regrouper dans les usines et les quartiers comme dans les sections syndicales, se mobiliser pour des objectifs de classe, préparer les combats à venir.

Continuer à faire confiance à ceux que « rien ne gênait pour voter le projet Plevin », ce projet de grande Pénitence, serait une erreur mortelle.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTEUR PARIS-EST
Mardi 15 Janvier à 20 h. 30
REUNION PUBLIQUE
SALLE LANCRY
Métro : République

« Rétablir l'Allemagne en selle ? »

légitimes », dit Georges Cogniot dans « L'Humanité » du 13 décembre. Et, plus loin : « Rétablir l'Allemagne en selle ? Gare à la nouvelle chevauchée ! »

— Non, il faut plutôt prendre le charbon de la Ruhr, emmener le bétail du Wurtemberg, démonter et démanteler les usines de Berlin et d'ailleurs. Le Boche paiera ! Nous ne répéterons plus l'erreur de 1918 !

— « L'Allemagne, comme Carthage, doit être détruite », dirait aussi Jean-Hérolf Paquis si ses services avaient été acceptés par De Gaulle ! Et « le Boche paiera » nous rappelle étrangement Charles Maurras et Tardieu ! Voilà où peut mener la hantise de la collaboration de classes ! Thorez et Cogniot continuent à se réclamer du communisme mais leur politique est maintenant celle des impérialistes de Versailles, celle-là même contre qui leur propre parti fut fondé.

Staline, la bureaucratie de Moscou ont la même politique : désindustrialisation de l'Allemagne, raffles du matériel industriel.

— « Il ne faut plus que l'Allemagne puisse faire la guerre », disent-ils.

Pourtant la majorité de l'industrie allemande (75 %) est intacte, et par sa concentration, par sa qualité, par la qualification professionnelle de la classe ouvrière, l'Allemagne peut être un élément essentiel de la reconstruction de l'Europe et de l'U. R. S. S. La destruction de l'industrie allemande serait non seulement la misère noire pour des dizaines de millions d'hommes, mais aussi une perte terrible pour toute l'Europe : l'industrie de la Ruhr à elle seule présente en chevaux-vapeur la puissance de travail de 2 millions d'hommes.

Les possibilités même de réalisation du socialisme seraient reculées si

l'économie allemande actuelle disparaissait et cette masse de déclassés au centre de l'Europe pourrait mieux que tout autre servir de mercenaire de l'impérialisme.

« Gare à la nouvelle chevauchée »

Mais ce que des siècles ont accumulé et ce que des années de bombardement n'ont pu anéantir ne peut pas l'être plus facilement en quelques mois d'occupation. L'essentiel de la force économique allemande reste debout et, après quelques tâtonnements, à défaut de l'U. R. S. S. c'est l'Amérique — avec quelques réserves l'Angleterre aussi — qui s'orientent vers la reconstruction de l'Allemagne. De là la décision américaine de favoriser la centralisation économique du pays. Cette Allemagne « nouvelle », « rééduquée », serait capitaliste, serait dominée par l'Amérique et serait la place d'armes et la base d'opérations contre l'U. R. S. S.

Ainsi la politique stalinienne qui combat désormais les forces de révolution, qui ne veut s'appuyer que sur la force matérielle, se retourne inévitablement contre le socialisme et contre l'U. R. S. S. elle-même, car sur le plan purement économique l'Amérique est la plus puissante et elle a plus de possibilités d'attirer l'Allemagne capitaliste dans son giron.

Où va l'Allemagne ?

La politique de pillage de la bureaucratie soviétique, la politique réactionnaire des impérialistes a comme conséquence directe de favoriser les forces de réaction : le premier parti en Allemagne est le Parti Démocrate Chrétien (équivalent du M. R. P.) et beaucoup d'ouvriers qui

Les tâches de la révolution indochinoise

DEUX menaces pèsent sur la jeune république du Viet Nam et sur le mouvement révolutionnaire indochinois : celle de l'impérialisme français qui pille et massacre, et aussi celle des contradictions sociales internes.

Car le mouvement de libération nationale est loin d'être homogène : le Viet Minh est composé de paysans, d'ouvriers, de petits bourgeois et aussi de la fraction libérale de la bourgeoisie indochinoise. Quatre partis le constituent : deux partis nationalistes et deux partis ouvriers : trotskyste et stalinien (la démission de ce dernier, qui avait été annoncée, n'a pas été confirmée). En outre en Indochine du nord deux autres partis nationalistes bourgeois se sont formés, qui sont soutenus par le gouvernement chinois et par l'impérialisme américain. Inévitablement des conflits éclatent entre le Viet Minh et les partis bourgeois, et même au sein du Viet Minh les contradictions sociales se manifestent. Selon les informations reçues, les travailleurs ont formé des Comités du Peuple (Uy-Ban), mot d'ordre lancé par les trotskystes en 1936. Le mouvement anti-impérialiste des masses se tourne, par la force des choses, aussi contre les exploiters indochinois. L'administration française a concédé d'immenses domaines. D'autres propriétaires terriens annamites ont accaparé des terres hypothéquées en pratiquant l'usure. Tous ces éléments regardent d'un œil hostile la tournure de révolution sociale que prend le mouvement nationaliste. Déjà une petite fraction, en zone occupée par les Chinois, s'appuie sur l'Amérique et est prête à troquer l'indépendance nationale contre la sauvegarde de ses privilèges.

Les deux problèmes sont liés. La bourgeoisie indochinoise, incapable de réaliser les tâches de révolution démocratique-bourgeoise que la France a réglé en 1789, est aussi incapable d'assurer l'indépendance du pays. L'une comme l'autre ne peuvent être réalisées que par les travailleurs indochinois. Aussi n'est-il pas étonnant de voir le *Dong-Muï Hai* soutenu par le Kuomintang chinois, massacreur des ouvriers de Canton et le Daï-Viet, parti bourgeois, se dresser contre le Viet Minh. Il faut s'attendre aussi, dans le déroulement des événements, à voir le Viet Minh lui-même, soudé aujourd'hui par la lutte contre l'impérialisme étranger et en accord sur les revendications démocratiques, se désagréger au fur et à mesure que s'affirment les tendances révolutionnaires des masses : L'aile droite nationaliste se dressera contre l'aile révolutionnaire.

Il est clair dans ces conditions :
1° Que l'avant-garde révolutionnaire indochinoise, tout en établissant avec la bourgeoisie libérale « un front unique » contre l'impérialisme doit garder toute son indépendance de classe. La bourgeoisie indochinoise devant la montée des masses préférera toujours pactiser avec l'impérialisme : déjà de « nombreuses person-

nalités intellectuelles annamites » avaient engagé des conversations avec les représentants français, pour remédier à « l'anarchie » en Indochine du Nord.

2° Que la révolution indochinoise menacée de l'intérieur et de l'extérieur, ne peut vaincre seule. Elle ne peut triompher qu'avec l'aide du prolétariat mondial, et en particulier du prolétariat français. La volonté de celui-ci est claire : motions, ordres du jour, protestations de jeunes soldats qu'on embarque de force pour l'Indochine, le prolétariat français ne veut pas se faire le complice de l'impérialisme français en quête de « grandeur ».

Mais que font ses représentants ? Le Parti socialiste et le Parti communiste français ont la majorité absolue à la Constituante ; il y a sur 21 ministres : 10 socialistes et communistes. Que font-ils pour l'Indochine ? RIEN. Les belles promesses faites au meeting du 13 novembre sont des mensonges. Hénaff, secrétaire de la C. G. T., déclarait, ce jour là à la salle qui lui réclamait de passer à l'action : « La C. G. T. passera à l'action au moment qu'elle aura choisi, au moment voulu ». Qu'attend donc la C. G. T. ? Le moment n'est-il pas venu, alors que le 13 décembre dernier une conférence militaire sous la présidence du ministre Michélet déclarait que « L'extension des opérations en Indochine dépend de la rapidité de la livraison du matériel motorisé, ESCOMPTÉ POUR LE MOIS DE JANVIER » et que Leclerc promet de l'action à ses mercenaires ?

Dans un mois l'Indochine sera mise à feu et à sang et Hénaff, Blum et Thorez pensent encore que ce n'est pas le moment d'arrêter les crimes de notre bourgeoisie !

Ouvriers français, vous voulez rester fidèles à l'enseignement de Lénine, qui disait : « Sans la défense du droit des nations opprimées à s'émanciper, il n'y a pas d'internationalisme ».

Vos chefs, en abandonnant le prolétariat indochinois, sacrifient vos meilleurs alliés, trahissent l'internationalisme prolétarien au profit de la « grandeur » de l'impérialisme français. Vous n'en serez pas les complices. Exigez d'eux, par votre action directe, une intervention immédiate. Manifestez partout votre solidarité avec le peuple indochinois.

Les partis ouvriers, la C. G. T. à l'action !

Tous unis pour la défense des peuples coloniaux, pour l'indépendance de l'Indochine !

Tran-Duc-Thao libéré

« La Vérité » adresse un salut fraternel à Tran Duc Thao, responsable politique de la Délégation générale des Indochinois en France, arrêté depuis octobre dernier, mis il y a quelques jours en liberté provisoire.

Grève de la faim

Les travailleurs indochinois en faisant une nouvelle grève de la faim à l'occasion de la Noël, viennent encore de prouver à tous ceux qui bavent sur la « dictature » du Viet Minh que le peuple indochinois est unanime dans sa lutte contre l'oppression française.

Trop de viande !

Du Bulletin du Ministère de l'Information :

« Au Danemark, pendant la première semaine d'octobre, 7 millions de kilos de viande n'ont pu être écoulés. Le chiffre correspondant atteindra peut-être 20 millions de kilos au bout de quelques semaines.

La situation tourne naturellement (1) à la catastrophe pour l'agriculture danoise, puisque le bétail engraisse et prêt à être abattu est refusé par les abattoirs et les entrepôts d'exportation.

« Il y a quelque chose de pourri au Royaume du Danemark », disait Shakespeare. — Non seulement au Danemark, mais dans l'ensemble du monde capitaliste, monument de désordre, d'incurie et d'incapacité.

Et savez-vous où se trouve le Danemark ? — A 850 kilomètres de Paris, c'est-à-dire pas plus loin que Marseille !

Trop de montres !

Les U. S. A., derniers champions du libéralisme économique, ont avisé la Suisse qu'elle doit réduire de 6 millions à 2 millions ses exportations semestrielles de montres.

Faut-il qu'il y ait quelque chose de pourri au royaume de Truman, pour que la petite industrie suisse soit un concurrent insupportable pour l'ogre américain... quand des millions d'hommes n'ont pas de montre !

Giral veut faire la relève de Franco

Tous les violons de la politique de la bourgeoisie mondiale se sont accordés pour jouer : « Evitons la guerre civile en Espagne ». Il s'agit, bien entendu, pour les banquiers et les gros industriels de la France, des Etats-Unis et de l'Angleterre d'éviter la guerre civile que la classe ouvrière espagnole peut déclencher contre le régime de Franco ; car la guerre civile contre tout un peuple désarmé n'a pas cessé d'être menée par Franco depuis sa victoire. « Eviter la guerre civile » en Espagne, cela veut dire, empêcher que les masses travailleuses espagnoles ne s'attaquent au régime de Franco ne s'attaquent aussi au régime capitaliste lui-même et mettent en danger les portefeuilles des actionnaires de la Rio-Tinto, Penarroya, Almaden, etc., qui habitent Paris, Londres et Washington.

« Les pyrites espagnoles n'ont pas de Parti », a dit De Gaulle. Autrement dit le gouvernement de la « démocratie » peut très bien s'entendre avec le gouvernement fasciste tant que ce dernier ne s'attaque pas aux intérêts des banquiers français. De leur côté Attlee et Truman aident à la restauration de la Monarchie en Espagne, seul gouvernement susceptible de protéger les capitaux anglais et américains.

Pour parer à tout danger révolutionnaire découlant de la chute de Franco dont la situation est de plus en plus intenable étant donné la crise économique qui ravage le pays, la bourgeoisie et les chefs réformistes de tout acabit sont en quête d'une solution permettant de lier poings et pieds au prolétariat espagnol.

Les Républicains, assistés des chefs socialistes, ont formé un gouvernement à Mexico, présidé par un ennemi avéré de la classe ouvrière : Giral. D'inspiration américaine, bien que les Etats-Unis fassent mine de l'honorer, le gouvernement 100 % patriote de Giral compte dans son sein des leaders anarchistes. Ils siègent dans un gouvernement qui réclame le rétablissement de la Constitution Républicaine de 1931 et qui condamne les « excès » du 19 juillet 1936, c'est-à-dire les conquêtes économiques que la classe ouvrière arracha alors à ses exploiters.

Ce gouvernement qui ne représente que lui-même sera impuissant devant le danger d'une restauration monarchique. Seule l'action indépendante du prolétariat peut empêcher le retour d'un Don Juan. Le leader socialiste Largo Caballero, partisan de remettre le pouvoir à la Cour de Justice, c'est-à-dire aux bourgeois de la classe ouvrière, propose un plébiscite dans lequel le peuple espagnol réponde oui ou non à la question : Voulez-vous une monarchie ? Après quoi, comme de bien entendu, la bourgeoisie fera appel à un nouveau Franco, si le résultat

ne lui convient pas. Voulant mettre Franco et sa phalange à l'abri de la justice du peuple, il conseille de les laisser sortir tranquillement d'Espagne !

Toutes les manœuvres du gouvernement Giral s'éclaircissent d'ailleurs grâce aux déclarations de l'ancien ministre anarchiste Montseny qui déclare que des pourparlers sont menés en secret avec Franco « pour trouver une solution pacifique à la question espagnole ».

De leur côté les chefs stalinien ont d'abord fait l'alliance avec les monarchistes et les curés dans l'Union Nationale Espagnole. Ils voulaient prouver à la bourgeoisie qu'ils seuls étaient capables de mettre une barrière à la Révolution. Mais sur ce programme ils n'ont pu trouver la sympathie des masses populaires. Aussi, aujourd'hui ils ont dissous l'U. N. E. et ils se préparent à entrer dans le Gouvernement Giral. Le P.O.U.M., tout en critiquant le Gouvernement Giral parce qu'il compte trop de républicains, demande à être plus ou moins représenté dans l'équipe gouvernementale. Il participe à l'Alliance Démocratique de Catalogne qui réclame le rétablissement d'une république bourgeoise. Les dirigeants du P.O.U.M. ne repoussent pas l'Alliance Ouvrière, pour eux c'est une vérité éternelle, mais elle n'exclut pas, disent-ils l'alliance avec les forces démocratiques bourgeoises. C'est toujours la politique centriste traditionnelle qui consiste à renier dans les faits la politique ouvrière préconisée en paroles.

La Section Espagnole de la IV^e Internationale a adressé aux travailleurs espagnols un manifeste demandant aux organisations ouvrières de constituer l'Alliance Ouvrière, sur un programme d'action comportant l'ensemble des revendications économiques et politiques des travailleurs dont les principales sont : la dissolution de la phalange, du corps des officiers franquistes et de toutes les forces policières — le partage des terres — la nationalisation sans indemnité ni rachat des banques et de la grosse industrie — la constitution de milices ouvrières, la formation d'un gouvernement composé par les représentants de toutes les organisations ouvrières appuyé par les Comités de Travailleurs et les Milices.

Le prolétariat français a le devoir d'aider le prolétariat espagnol dans la lutte qu'il mène contre le régime fasciste. Il faut, nous mobiliser pour faire libérer des geôles de Franco, les milliers et les milliers de prisonniers politiques. Il faut refuser de fabriquer des marchandises à destination de l'Espagne franquiste, il faut suivre l'exemple des dockers de Tunisie qui n'ont pas voulu charger de bateaux pour Franco. Ainsi la solidarité internationale ne sera pas un vain mot.

SUR LE FRONT OUVRIER

En 1926, les fonctionnaires avaient des porte-parole à la Chambre

Nous avons extrait les passages suivants d'une brochure éditée par le P. C. F. en avril 1928 : « Le Parti Communiste et les Fonctionnaires », qui rend compte des principales interventions de Garçhery, Cachin, Piquemal à la Chambre des Députés au cours de l'année 1925-1927. La délégation du P. C. F. mena, pendant plusieurs années, à la Chambre des Députés, la lutte pour la revalorisation des salaires des fonctionnaires par l'échelle mobile.

M. de Lasteyrie — le Pleven de l'époque — prétendait ne pas avoir d'argent. Vous n'en avez pas pour les fonctionnaires mais vous en avez bien pour le budget de la guerre, répondit la délégation communiste. Aujourd'hui Duclos se présente à la Constituante « les mains vides » et il donne « sa bénédiction au gouvernement De Gaulle ». Contre l'échelle mobile, les dirigeants stalinien reprennent à leur compte l'argument traditionnel de la bourgeoisie : revaloriser les salaires au coût de la vie c'est entraîner la montée permanente d's prix. Ces Cachin et autres n'ont peut-être pas la mémoire de leurs positions passées... leurs écrits restent.

Dès qu'arrive une crise économique — et c'est le cas actuellement — dès que les produits se raréfient, dès qu'il n'y a plus autant à partager entre tous, la classe privilégiée ne peut plus défendre sa part sans que le standard de vie des autres classes soit diminué et comme elle considère sa part intangible, c'est la classe ouvrière qui est nécessairement condamnée à consentir des abandons.

Que fait la classe capitaliste ? Quelle arme a-t-elle employée ? Elle a utilisé l'arme de la dévalorisation de la monnaie, l'arme de l'inflation.

« Nous acceptons votre échelle avec un minimum de 6.000 fr. Mais comme nous pourrions constater demain qu'elle ne correspond plus à l'indice nouveau, nous ne l'acceptons qu'à la condition que vous acceptiez vous-même le rectificatif, le correctif immédiat de l'échelle mobile... Si vous n'acceptez pas notre système, dans trois mois les fonctionnaires seront fondés à vous présenter les mêmes

réclamations qu'aujourd'hui. Vous serez constamment appelés à traiter un problème insoluble si vous n'adoptez pas l'échelle mobile.

« Puisque vous n'êtes pas capables de stabiliser la monnaie, vous devez stabiliser la valeur réelle des salaires en instituant l'échelle mobile, en disant que lorsque l'indice du coût de la vie montera, le patronat devra automatiquement augmenter le prix payé au salarié pour sa journée de travail.

« Vous appliquez l'échelle mobile à tous ceux qui vendent des canons, des harnachements, des fournitures pour votre armée, pour vos administrations, mais lorsque le travailleur vient vous vendre son travail, vous ne lui appliquez pas l'échelle mobile.

« Vous n'avez pas d'argent ? mais qu'avez-vous fait des 100 millions affectés aux réservistes que vous convoquez sans utilité ? Qu'avez-vous fait des centaines de millions gaspillés au Maroc et en Syrie ?

« Combien les budgets de mort, guerre et marine, sont plus favorisés ! ils ne connaissent jamais de compressions et bien au contraire les crédits supplémentaires leur sont alloués sans discussion, pour aller s'engouffrer dans les caisses des fournisseurs.

« Dans la fonction publique comme dans l'industrie privée deux classes sont (et restent malgré toutes les vicissitudes politiques) en présence. Les hauts fonctionnaires, détenteurs d'une part d'autorité grassement prébendés par le pouvoir et dont les traitements vont jusqu'à 100.000 fr. par an. Les petits et les moyens fonctionnaires, recrutés dans le prolétariat et la petite bourgeoisie.

L'expérience aura-t-elle ouvert les yeux des plus obstinés, des plus sourds, des plus réfractaires à l'appel du bon sens ? Auront-ils enfin compris, ceux-là, que c'est par la lutte directe des exploités de l'administration publique contre l'Etat Patron et surtout par la solidarité de tous et l'unité dans la lutte qu'on peut espérer triompher de ses résistances.

« Ne croyez pas que malgré toute leur volonté d'agir, des élus — seraient-ils communistes — sont capables de vous défendre efficacement si vous restez inertes. C'est en vous organisant dans vos organisations professionnelles, c'est en MANIFESTANT EN MASSE votre volonté lorsque les circonstances l'exigent, en organisant la lutte directe contre l'Etat bourgeois, que se réaliseront pour vous les conditions du succès.

« Mais cet effort serait vain si les intéressés ne comprennent enfin que le salut est en eux-mêmes, que les maigres réformes arrachées parfois ne sont que dérisoires par rapport aux droits du travail créateur. C'est pour les réformes que nous devons lutter, certes, mais notre lutte ne peut nous faire oublier que le travail est serf et qu'il ne connaît l'équité, la prospérité, le bien-être que lorsqu'il sera maître de son propre destin, lorsqu'il se sera définitivement affranchi de l'oppression capitaliste dont l'Etat patron n'est qu'un instrument docile et dévoué.

UN DÉCRET DE FAMINE

L'INDEMNISATION DES HEURES PERDUES

A la suite des restrictions massives d'électricité le conseil des ministres a décidé que les usines ne tourneraient plus que 27 heures par semaine.

La C. G. T. a alors formulé cette juste revendication : « Paiement intégral de 40 heures de salaire » quel que soit le nombre d'heures travaillées.

La discussion a été portée devant la Constituante. Costes et Croizat se sont fait les porte-parole et les défenseurs de la revendication de la C. G. T.

Evidemment M. Pleven a remis les choses au point. Il a « prouvé », chiffres en mains, qu'une indemnisation intégrale serait désastreuse pour nos pauvres finances nationales. Ce même gouvernement qui octroie généralement 10 milliards pour financer les massacres d'Indochine ne peut pas supporter les frais de sa propre incohérence lorsqu'il s'agit des salaires des travailleurs.

M. Pleven a donc réitéré les « ardeurs » des représentants syndicaux.

La loi qui a été adoptée en fin de compte par la Constituante précise qu'en aucun cas l'indemnisation prévue ne peut dépasser le salaire minimum de chaque catégorie.

Les primes au rendement n'entreront pas en ligne de compte pour le calcul de l'indemnité. Il est bien évident que sans cela il est probable que la production en prendrait un bon vieux coup !

On s'assure donc la productivité des travailleurs moyennant quelques 2 ou 300 fr. supplémentaires par quinzaine.

Maintenant que le décret d'application de cette loi est promulgué (J. O. du 15-12) on voit un peu plus clair.

Les ouvriers touchent un salaire égal à 40 heures au salaire minimum (limité malgré

tout à 30 fr. maximum) augmenté du bon gainé pendant les heures travaillées.

Dans les cas les plus favorables il s'ensuivra une perte de salaire mensuelle de 600 fr. pour les manœuvres et de 1.200 fr. pour les professionnels (dans la métallurgie).

Et il s'agit de chiffres minima ! Malgré les améliorations apportées au projet Pleven par Costes et Croizat, la classe ouvrière va encore voir son pouvoir d'achat s'amenuiser !

De plus, l'Etat remboursera les indemnités payées par les patrons !

Ce qui revient à dire que ce sont les masses laborieuses qui feront une fois de plus les frais de l'anarchie capitaliste.

Dés maintenant, dans leurs usines, dans leurs syndicats, les ouvriers exigeront que les dirigeants de la C. G. T. reprennent la lutte pour le paiement intégral des heures perdues. Ces heures doivent être payées non pas au salaire minimum mais au salaire moyen de chaque catégorie. Les ouvriers exigeront que leurs responsables luttent pour cette revendication qui n'est que purement et simplement le droit de manger.

Ils exigeront également d'eux et de leurs élus que ces indemnisations soient payées non plus sur le dos des travailleurs mais sur celui des bourgeois.

On nous parle toujours de « ceux qui ont trahi ». Qu'attend-on pour les faire payer ? Demain des motions doivent partir de toutes les usines exigeant :

« Paiement intégral des heures perdues prélevé sur les bénéfices de guerre et les profits illicites. »

Les ouvriers sont prêts à appuyer par tous les moyens leurs responsables et leurs élus s'ils se battent sur ce plan !

Ils attendent l'action de leurs élus socialistes et communistes !

CORSE, ILE DE BEAUTE...

...mais la situation des travailleurs et petits retraités est moins belle

Les ouvriers, arsenal et dockers, chôment souvent (manque de bateaux et « concurrence » des P. G. Pourquoi ne pas employer, en les admettant dans les syndicats, les travailleurs allemands volontaires aux travaux pour lesquels la main-d'œuvre manque (routes, voies ferrées, ponts, renforcements, etc.), les S. S. étant affectés aux travaux dangereux et sans admission syndicale.

Les fonctionnaires attendent toujours l'aumône des 1.000 fr. paient une chambre par mois 2.000 fr. et plus, repas 80 ou 100 fr. et plus, touche une indemnité mensuelle de résidence : Ajaccio 166 fr. !

Les cheminots de la C. F. D. (non nationalisée et sans directeur) attendent toujours la revalorisation de leurs traitements de misère et signalent le danger du matériel en mauvais état.

On ne peut, en Corse, trouver à se loger, mais l'armée des « colonels » occupe hôtels et bâtiments réquisitionnés. On se demande pourquoi la Corse a besoin de tant de soldats Nord-Africains (qui préféreraient être chez eux !) et aussi de nombreux Sénégalais, arrivés fin novembre. Surtout quand le ravitaillement est au-dessous de tout, quand la très mauvaise récolte met les paysans travailleurs dans le besoin, au bord de la faillite, et aggrave les difficultés, dues, paraît-il, au manque de bateaux... Pourtant, fréquemment, des

vaisseaux de guerre rendent visite aux ports corse. Pourquoi n'apportent-ils ni passagers (sauf exception : électriciens jacobinistes), ni fret ?

Les travailleurs corse veulent du pain (ration redescendue à 350 gr.), des vêtements, une rapide amélioration des rations et l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites... c'est la condition du rendement demandé.

Tous doivent avertir leurs syndicats que la patience a des limites et que « produire » est un beau programme pour un mineur honoraire comme Thorez, mais que « revendiquer » est l'implacable nécessité du moment.

Faudra-t-il manifester et se mettre en grève pour que préfet, président du Conseil général et députés s'occupent de toutes ces questions ?

RABCOR.
Ajaccio, 9 déc. 1945.

Les travailleurs corse ont fait grève le 27 décembre pour les revendications qu'expose notre camarade et pour la démobilitation immédiate des classes 44 et 45. S'ils n'ont pas satisfaction le 15 janvier, ils sont décidés à employer tous les moyens et leur pouvoir.

IMPRIMERIE SPECIALE DE
« LA VÉRITÉ »

RÉSOLUTION

de la cellule du P. C. F. de Landudol

La Cellule de Landudol (près de Quimper) du Parti Communiste Français a voté à l'unanimité la résolution suivante dans sa réunion du 23 décembre 1945 :

« Nous Communistes Français :

1° Nous nous solidarisons entièrement avec les peuples coloniaux en lutte contre l'impérialisme.

2° Nous décidons de soutenir effectivement le Viet Minh.

3° Nous protestons contre la détention, par les autorités françaises, de la délégation indochinoise.

4° Nous nous prononçons formellement pour l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. »

Bravo camarades ! Et, comme nous écrit le camarade Figeac, du P. C. F. de Clermont-Ferrand : « ça ira encore mieux... quand nous retrouverons nos manches pour prendre une trique... »

C'est le seul langage que comprennent les exploités.

La Vie du Parti

Réunion d'information à Saumur

Une soixantaine de travailleurs, la plupart militants des partis communiste et socialiste, sont venus écouter l'exposé de Baurière sur la politique du P. C. I. Hommage fut rendu à la mémoire de notre camarade Lasnier, secrétaire de la cellule locale du P. C. I., mort en déportation.

Deux camarades du Parti Communiste Français prennent la parole en contradiction, et, tout en manifestant leur accord général avec l'exposé de Baurière, ils refusent d'admettre que leur parti s'applait devant la bourgeoisie et disent qu'il faut faire confiance aux « chefs ».

Deux motions, l'une de solidarité avec le Viet Minh, l'autre demandant la parution légale de « La Vérité » sont votées A L'UNANIMITÉ.

★

La section de Bordeaux du P. C. I. tient permanence tous les soirs de 18 à 20 heures, et le dimanche matin, au Bar de la Bourse, 34, cours Aristide-Briand.

SOUSCRIPTION POUR LE MILLION

Liste 295. — Hervé 50 fr., Charles 50 francs, Un vieux 50 fr., Vaillant 50 fr., Blondel 50 fr., Vincent 50 fr., Truc 50 fr. Total : 350 fr.

Liste 229. — Mon pays 50 fr., Cniou 10 fr., Yvonne 40 fr., Gaby 50 fr. Total : 150 fr.

De la part du n° 12-13 Pour le Premier Million. — 1 heure de travail, 28 fr. ; Pour La Vérité hebdomadaire, le h. de travail, 28 fr. (Total du versement pour novembre 104 fr.).
Pour « UN » député trotskyste en avril 1946, 1000 fr.